

En Palestine, dans les territoires occupés et au sein de l'Etat d'Israël, la colonisation et l'apartheid se poursuivent. Mais des résistances se construisent toujours aussi, notamment du côté des travailleurs et travailleuses. Relayer ces mobilisations, c'est faire exister les luttes du peuple palestinien, en dehors des seuls moments où elle peut-être médiatisée.

Grève et manifestations contre la destruction de logements en Israël

Ces dernières semaines, plus d'un million et demi de palestinien-ne-s des territoires occupés de 48, (c'est-à-dire vivant dans l'Etat d'Israël), ont pris part à une grève générale et à de grandes manifestations. Cette mobilisation intervient après la destruction de plus de 10 maisons dans le village de Qalansuwa.

Elle a été suivie par de nombreuses travailleuses et travailleurs de tous les secteurs et a touché de nombreuses villes « arabes » du pays. Cette situation illustre les discriminations et les oppressions subies par la population palestinienne d'Israël. Elle montre aussi que des résistances existent, comme nous l'écrivent nos camarades de l'Arab Workers Union, qui soutiennent la grève.



Manifestants à Om Elheran, Neguev. Source : Arab48.com

Des citoyen-ne-s de seconde zone

La minorité arabe d'Israël sont les descendant-e-s des Palestinien-ne-s resté-e-s sur leurs terres à la création d'Israël en 1948. Ils représentent 19,5% de la population vivant en Israël.

Les Palestinien-ne-s de 1948 sont considéré-e-s comme des citoyen-ne-s de seconde zone en Israël. En effet si elles et ils détiennent officiellement la citoyenneté israélienne, les "nationalités" sont déclinées entre "juifs", "arabes", "druzes", etc. Cela en fait des citoyen-ne-s moins bien doté-e-s en droits tant dans la vie sociale qu'économique. ● ● ●

Au sommaire :

Grève contre la destruction de logements

Chronologie

2017, une année anniversaire

Coin Solidaires

Actualité de la solidarité

Tract Solidaires contre HP

Edito

Voici donc la première note du groupe de travail "Palestine" de la commission International de l'Union Syndicale Solidaires.

Après la publication d'une brochure de la commission en 2009 et la délégation qui a eu lieu l'année dernière, pour le 1er mai, à la rencontre des syndicalistes palestinien-ne-s, nous avons décidé de publier une note mensuelle, pour relayer des informations sur la lutte des travailleurs et travailleuses palestiniennes et témoigner de la répression dont ils et elles sont victimes, en prenant exemple sur la note "Turquie/Kurdistan", qui en est déjà à sa 5ème édition.

De par notre statut d'union syndicale, les informations seront prioritairement celles des luttes syndicales en Palestine, mais nous nous emploierons aussi à relayer les luttes plus globales, les campagnes de solidarité internationales, les actions des syndicats et fédérations de Solidaires, les initiatives intersyndicales...

Bonne première lecture !

●●● Actuellement, plus de 50 lois israéliennes discriminent les palestinien-ne-s citoyen-ne-s d'Israël. Au quotidien, ces politiques créent des différences importantes de traitement entre les citoyen-ne-s. Par exemple concernant l'accès à l'emploi, de nombreux secteurs sont fermés aux palestinien-ne-s de 1948 pour des raisons de "sécurité". Ces discriminations engendrent des taux de chômage plus importants pour les palestinien-ne-s de 1948 que l'on retrouve principalement dans les secteurs d'activités les moins bien rémunérés.

Le logement : un axe stratégique

En matière de logement, les palestinien-ne-s d'Israël ont accès à seulement 4,6% des nouveaux logements alors qu'ils représentent 20% de la population.

Par ailleurs, le gouvernement israélien impose des restrictions dans l'obtention de permis de construire et détruit donc régulièrement les maisons palestiniennes qui ont été érigées sans permis que ce soit en Cisjordanie, à Jérusalem ou sur le territoire israélien. Selon les Nations Unies, en 2016, Israël a démoli ou saisi un nombre record d'immeubles palestiniens : 1089 structures soit le double de l'année 2015. Ces démolitions ont engendré le déplacement de plus de 1500 habitant-e-s.



Meeting au village de Qalanswa. Photo : Arab Workers Union

Parmi les palestinien-ne-s d'Israël on compte 240 000 Bédouins, citoyen-ne-s israélien-nes, qui vivent dans le Néguev, dans le sud d'Israël. 70 000 d'entre elles/eux habitent dans 35 villages non reconnus par l'Etat d'Israël. Leurs villages sont régulièrement

démolis par l'armée ou la police israélienne qui vient raser leurs habitations.

Par exemple, le village d'Al-Araqib, un village bédouin du Néguev considéré comme illégal, a été détruit 107 fois par la police israélienne depuis 2010.



Manifestation à Arara, près de Nazareth, contre la destruction des maisons. Source : Arab48.com

Le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, avait annoncé il y a quelques mois vouloir commencer une « guerre » contre les palestinien-ne-s d'Israël « qui enfreignent la loi en construisant leurs maisons sans permis » mais en réalité cette politique est mise en œuvre depuis de nombreuses années.

Récemment, plusieurs rapports (Amnesty International, Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination raciale), ont condamné ces destructions de logement.

Par ailleurs rappelons que la destruction de biens mobiliers ou immobiliers par une puissance occupante est interdite par l'article 53 de la IVème convention de Genève.

Solidaires exprime sa solidarité avec les mouvements en cours en Israël dans les territoires occupés depuis 1948. Nous soutenons les palestinien-ne-s de 48 et plus largement le peuple palestinien qui subit l'oppression des politiques d'apartheid menées par le gouvernement israélien.

La lutte est toujours en cours.

Le communiqué du syndicat des travailleurs arabes (Arab Workers Union) et le message de solidarité de Solidaires sont à lire sur le site de Solidaires.

<https://solidaires.org/Greve-generale-et-manifestation-dans-les-territoires-de-48-en-Israel>

Chronologie

4 janvier : un bateau de pêche coulé à Gaza contre le blocus sur intervenue violemment dans l'électricité. Les maisons n'en une école. Leur but : retirer des posters commémorant les 40 jours de la mort de Qusay Hassan al-Umour, adolescent du village assassiné par l'armée lors de protestations. Le centre BADIL, après enquête, a qualifié ce meurtre « d'assassinat extra-judiciaire ». Lors de l'incursion dans l'école, trois enseignants ont été blessés par des jets de gaz au poivre, alors que sept jeunes du village ont depuis été emprisonnés et qu'un poste militaire a été installé à l'entrée ouest de Tuqu', les militaires empêchant les personnes de rentrer ou quitter le village. Qusay Hassan al-Umour est le 4ème palestinien assassiné depuis le début de l'année.

Alors qu'il se trouvait dans les limites maritimes autorisées, un bateau de pêche gazaoui a été abordé et coulé par un navire de guerre israélien. Sont pourvues que trois heures par jour. Un article plus long sur la situation à Gaza sera publié prochainement.

Mohammed Ahmed **8 février : Suleiman Hammad, un agriculteur assassiné** Suleiman Hammad, un agriculteur de 85 ans, a été assassiné par un colon israélien alors qu'il se rendait à ses champs. Ce meurtre a eu lieu près du village d'Al-Khader, au sud de Bethlehem. L'UAWC a condamné le meurtre et appelé au soutien international.

Mohammed Jamil Hissy, un pêcheur, est toujours porté disparu. Les comités des pêcheurs de l'UAWC (Union of Agricultural Work committees ou en français Syndicat des comités du travail agricole) demandent la vérité sur cet événement et la levée du blocus sur Gaza.

Janvier : Manifestations à Gaza pour l'électricité Ces dernières semaines, de grosses manifestations ont eu lieu à Gaza pour protester

à 26 février : attaque dans une école Dans le village de Tuqu', au sud de Bethlehem (Cisjordanie), l'armée israélienne

2017, une année anniversaire

En novembre 1917, Balfour, ministre des affaires étrangères britannique se déclare en faveur de l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif permettant ainsi à la Grande-Bretagne d'avoir un allié au milieu du monde arabe hostile à ses volontés d'expansion.

En novembre 1947, l'ONU vote la résolution 181 qui acte le partage de la Palestine avec un état « juif » et un état « arabe ». 400 000 palestinien-ne-s seront expulsé-e-s, plus de 500 villages palestiniens seront détruits entre la résolution et la Nakhba (catastrophe en arabe) le 14 mai 1948, date de la déclaration d'indépendance de l'état d'Israël.

En juin 1967, lors de la guerre des 6 jours, l'état d'Israël conquiert la presque totalité du territoire palestinien. Face à la résistance du peuple palestinien qui reste sur ses terres, Israël démarre alors la colonisation des territoires conquis. C'est à l'issue de cette guerre que le conseil de sécurité des Nations Unies adopte la résolution 242 qui réclame la fin immédiate de l'occupation militaire et le retrait israélien des «territoires occupés».

En décembre 1987, la première intifada se caractérise par une campagne de désobéissance civile et par des manifestations contre la domination israélienne. Face aux palestinien-ne-s, le plus souvent des enfants, armé-e-s de pierres, le gouvernement israélien envoie l'armée, tuant des centaines de résistant-e-s.

En 2007, Israël organise le blocus de Gaza suite aux élections démocratiques et à la victoire du Hamas Ce blocage massif a des conséquences sanitaires dramatiques que de nombreuses ONG dénoncent fermement.

C'est pour cela que 2017 sera l'occasion de réaffirmer notre soutien au peuple palestinien dans son droit à l'auto-détermination, et notre engagement à faire respecter le droit international.

Coin Solidaires

Que fait Solidaires ?

L'Union Syndicale Solidaires s'implique depuis sa création dans les luttes de solidarité avec la Palestine, et essaye de porter des initiatives plus spécifiquement syndicales.

Dernièrement, plusieurs membres de la commission international se sont rendu-e-s à Bruxelles pour une rencontre entre syndicats européens et palestiniens. Cette rencontre a donné lieu à un réseau, auquel nous participons. En mai 2016, une délégation s'était aussi rendue en Palestine pour le 1er mai. Le compte-rendu de cette délégation est disponible dans l'espace international du site internet.

<https://solidaires.org/-Delegation-syndicale-en-Palestine-avril-mai-2016->



Comment agir en tant que syndicalistes ?

- en soutenant les grèves qui ont lieu dans nos secteurs, et en nouant des contacts avec des syndicats palestiniens,
- en diffusant le matériel de la commission international dans nos syndicats et lieux de travail, en organisant des formations sur la question (s'adresser au CEFI),
- en initiant des actions de BDS sur nos lieux de travail : par exemple pousser au refus d'attribution de marchés publics à certaines entreprises,

Pour contacter le groupe Palestine de la commission international : contact@solidaires.org

Actualité de la solidarité et de la campagne BDS

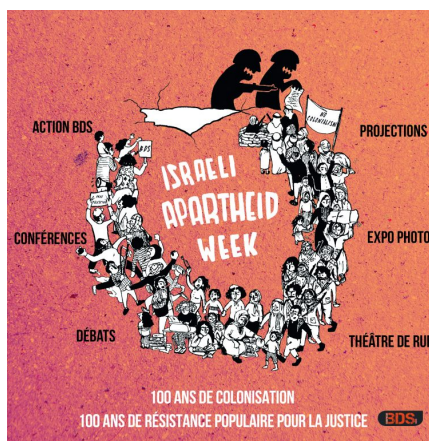
2 décembre : G4S se désinvestit d'Israël

La plus importante compagnie mondiale de services de sécurité G4S, a annoncé qu'elle vendait la plupart de ses entreprises en Israël après que la campagne menée par BDS (Boycott, Desinvestissement, Sanctions) ait causé "des dommages à sa réputation". Rafeef Ziadah, parlant pour le BNC (Palestinian BDS National Committee) a déclaré : « Nous avons réussi à pousser une des plus importantes entreprises mondiales à vendre le cœur de ses activités en Israël. Notre campagne coordonnée mondialement a eu un réel impact. Nous allons continuer notre campagne jusqu'à ce que G4S mette fin à toutes ses implications dans la violation des droits des palestiniens et palestiniennes. »

Du 6 au 18 mars, l'Israéli Apartheid Week

Chaque année, la Semaine contre l'apartheid israélien (IAW) se déroule dans le monde entier dans plus de 200 universités et villes. L'objectif est de sensibiliser le public sur le projet colonial et les politiques d'apartheid israéliennes en cours contre le peuple palestinien. Cette année en France, des initiatives auront lieu à Paris, Saint-Denis, Rennes, Toulouse,

Montpellier, Lyon, Saint Étienne, Lille et Marseille, auxquelles participent des syndicats de Solidaires étudiant-e-s ou Sud Education. Dans les universités, où les initiatives sur la Palestine sont souvent censurées, organiser cette semaine et faire exister la voix des palestinie-ne-s est très important. Plus d'information sur <http://apartheidweek.org/> ou la page facebook : Israeli Apartheid Week - France



La campagne contre HP bat son plein

Après une semaine d'actions internationales réussie fin Novembre, la campagne contre l'entreprise Hewlett Packard continue, jusqu'au retrait d'Israël. Solidaires participe pleinement, et voici ci-dessous le tract écrit par le groupe de travail Palestine.

HP hors de nos boîtes !

Tant qu'elle ne respecte pas le droit international.

L'entreprise Hewlett-Packard est un géant américain des technologies de l'information. C'est un fournisseur mondial de produits et services informatiques, dont ordinateurs, tablettes, écrans, imprimantes, scanners, photocopieurs, encre et toners. Il équipe de nombreuses entreprises, administrations, associations, établissements d'enseignement...

Mais HP c'est aussi une entreprise fournissant du matériel militaire. Elle est impliquée de manière importante dans les violations du droit international par l'armée israélienne et dans l'occupation illégale du territoire palestinien.

En Cisjordanie occupée et à Jérusalem :

Les déplacements des Palestiniens sont contrôlés par Israël à l'aide de "checkpoints" équipés de scanners à reconnaissance manuelle et faciale qui collectent les données biométriques de chaque Palestinien. HP assure le développement, l'intégration et la maintenance de ce système et contrevient à la « Déclaration universelle des droits de l'homme » en limitant le droit des Palestiniens à circuler librement sur leur territoire.

En Israël :

HP est chargé par le Ministère de l'intérieur de la fabrication des cartes d'identité biométriques mentionnant l'ethnie et la religion, et renforçant les inégalités politiques, économiques et citoyennes à l'encontre des arabes israéliens, citoyens de seconde zone.

A Gaza :

HP fournit l'infrastructure informatique de la marine israélienne, fortement impliquée dans le blocus illégal de la bande de Gaza, empêchant les pêcheurs palestiniens de pratiquer leur activité, les bateaux de livrer des marchandises. Ce blocus constitue une véritable punition collective considérée comme crime de guerre au regard de la 4^e convention de Genève. La marine israélienne a également été fortement impliquée dans les bombardements de Gaza en 2014 causant plus de 2000 morts dont plus de 1400 civils.

Dans les colonies illégales israéliennes :

HP est un employeur important à Beitar Illit et prestataire de services à Modi'in et Ariel, importantes colonies construites en territoire occupé sur des terres volées aux Palestiniens.

Depuis 2005 à l'appel de 170 organisations de la société civile palestinienne, la campagne BDS (Boycott-Désinvestissement-Sanctions) appelle au boycott de multinationales emblématiques impliquées dans le non respect du droit international, dans l'occupation illégale des territoires palestiniens et dans la politique d'apartheid menée par Israël à l'encontre du peuple palestinien.

Après les succès remportés sur Veolia ou Orange qui ont cessé leurs activités dans la région, BDS appelle aujourd'hui à mettre la pression sur HP, une entreprise complice de la politique de colonisation et d'Apartheid menée par l'Etat israélien à l'encontre du peuple palestinien.

Contribuons à cette campagne :

- refusons d'acheter du matériel HP
- faisons pression pour ne pas que nos lieux de travail s'équipent en matériel HP.

Solidaires soutient la lutte du peuple palestinien contre l'occupation militaire, politique et économique, et réaffirme son engagement dans la campagne BDS (Boycott Désinvestissement Sanctions) visant à faire pression sur l'état d'Israël contre sa politique d'apartheid, de non respect du droit international et des droits humains.

